



PRÉFET DU BAS-RHIN

ARRÊTÉ PREFECTORAL du 8 juin 2018
prescrivant en urgence au Comptoir Agricole,

- la réalisation d'évaluations des contaminations résiduelles à l'amiante des tenues, véhicules et matériels des services de secours, des administrations et des entreprises qui sont intervenus entre le 6 et le 8 juin 2018 inclus suite à l'accident survenu le 6 juin 2018 dans ses installations de stockage de céréales de Strasbourg, silo « SILORINS »

- la poursuite des évaluations et de la mise en oeuvre des remèdes prescrits dans l'arrêté préfectoral de prescription du 6 juin 2018

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement et notamment son article L 512-20;
- VU les arrêtés préfectoraux du 21 octobre 1988 et du 15 mai 1995 autorisant le silo « SILORINS » (autorisation initiale et extension) exploité par le Comptoir Agricole, rue du Rhin Napoléon à Strasbourg,
- VU l'arrêté préfectoral du 6 juin 2018 prescrivant en urgence au Comptoir agricole, la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires l'accident survenu le 6 juin 2018 dans ses installations de stockage de céréales de Strasbourg, silo « SILORINS »

CONSIDÉRANT l'explosion survenue le matin du 6 juin 2018 dans l'enceinte du silo « SILORINS » inclus dans l'ensemble de silos exploités par le Comptoir Agricole, à l'adresse du 113, rue du Rhin Napoléon à Strasbourg,

CONSIDÉRANT que cette explosion a entraîné la destruction quasi-totale de la toiture légère du silo, que cette toiture était en amiante-ciment et que des débris et poussières en ont été projetés à l'intérieur et au-delà de la limite de l'ensemble exploité par le Comptoir Agricole,

CONSIDÉRANT que ces poussières contenaient nécessairement une fraction d'amiante et qu'elles ont été mises en suspension dans l'air, outre l'explosion, par le vent et par les circulations de véhicules rendues nécessaire par les opérations,

CONSIDÉRANT que les véhicules d'intervention, les divers matériels utilisés ainsi que les tenues de travail peuvent donc présenter des contaminations résiduelles aux fibres d'amiante et qu'il convient de s'en assurer pour déterminer les actions à entreprendre par les entreprises, administrations et services de secours intervenus,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 512-20 du code de l'environnement : « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires, soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, (...). Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente* »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire que l'exploitant réalise les évaluations et mesures de contaminations précitées dans un délai rapproché, en tout état de cause très inférieur à celui qu'imposerait la consultation de la commission départementale consultative compétente,

CONSIDÉRANT les rapports intermédiaires de mesure d'empoussièrement amiante transmis par la société SOCOTEC,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le Comptoir Agricole d'achat et de vente (l'exploitant) dont le siège social est 35, route de Strasbourg à 67270 Hochfelden, effectue **sans autre délai que techniquement justifié**, les travaux repris aux points 1.1, et 1.2 du présent arrêté dont l'objet est la réalisation des évaluations que rendent nécessaires la dispersion d'amiante et l'exposition potentielle à cette substance des services de secours, administrations et entreprises intervenues sur site entre le 6 et le 8 juin 2018 inclus suite à l'accident du 6 juin 2018 du silo SILORINS localisé rue du Rhin Napoléon à Strasbourg.

1.1

L'exploitant détermine, avec l'assistance d'organismes compétents en la matière, le niveau de contamination par l'amiante des véhicules, matériels et tenues de travail des entreprises, administrations et services de secours intervenus dans le cadre de l'accident du 6 juin 2018.

Pour cela, il définit au préalable au cas par cas, avec les entreprises, administrations et services de secours concernés les modalités d'échantillonnage et les techniques de mesure pertinentes.

1.2

Les résultats commentés des évaluations et mesures réalisées sont communiqués dès leur prise de connaissance à toutes les personnes concernées ainsi qu'à l'inspection des installations classées et à la DIRECCTE Grand Est, service de l'Inspection du travail.

Article 2

Le Comptoir Agricole d'achat et de vente (l'exploitant) dont le siège social est 35, route de Strasbourg à 67270 Hochfelden, effectue **sans autre délai que techniquement justifié**, les travaux précisés ci-après et dont l'objet est la réalisation des évaluations que rendent nécessaires la dispersion d'amiante et l'exposition potentielle à cette substance résultant de l'accident du 6 juin 2018 survenu dans le silo SILORINS, localisé rue du Rhin Napoléon à Strasbourg :

Evaluation de la teneur de l'air ambiant en fibres d'amiante dans les bâtiments et sur la voie publique à proximité des lieux où ont été signalés ou constatés des débris du toit de SILORINS : l'exploitant réalise des mesures de la teneur en fibres d'amiante dans les bâtiments et sur la voie publique (sous réserve de l'accord des occupants des bâtiments et propriétés privées concernées)

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 4 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
 - le Maire de Strasbourg,
 - le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées),
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET,
Pour le Préfet,
le Secrétaire Général



Yves SEGUY

Délais et voies de recours

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

